BULLETIN D'INFORMATION
ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

OCTOBRE 2024

Croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Roberta Gatti, Jesica Torres, Nelly Elmallakh, Gianluca Mele, Diego Faurès, Mennatallah Emam Mousa et Ilias Suvanov

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD DE LA BANQUE MONDIALE

BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA OCTOBRE 2024

Croissance au Moyen-Orient et en Afrique Nord

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

© 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202–473–1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 27 26 25 24

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre de « *Growth in the Middle East and North Africa, (Middle East and North Africa Economic Update)* » — Croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, (Bulletin d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord) en 2024. En cas de contradictions, la langue originelle prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou contradictions dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentées dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. La mention d'ouvrages produits par d'autres auteurs ne signifie nullement que la Banque mondiale souscrit aux opinions exprimées par ces auteurs ou au contenu de leurs ouvrages.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme, une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/ Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Gatti, Roberta, Jesica Torres, Nelly Elmallakh, Gianluca Mele, Diego Faurès, Mennatallah Emam Mousa, and Ilias Suvanov. 2024. Croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Bulletin d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Octobre), Washington, DC : La Banque mondiale. DOI : 10.1596/978-1-4648-2180-6. License : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir*.

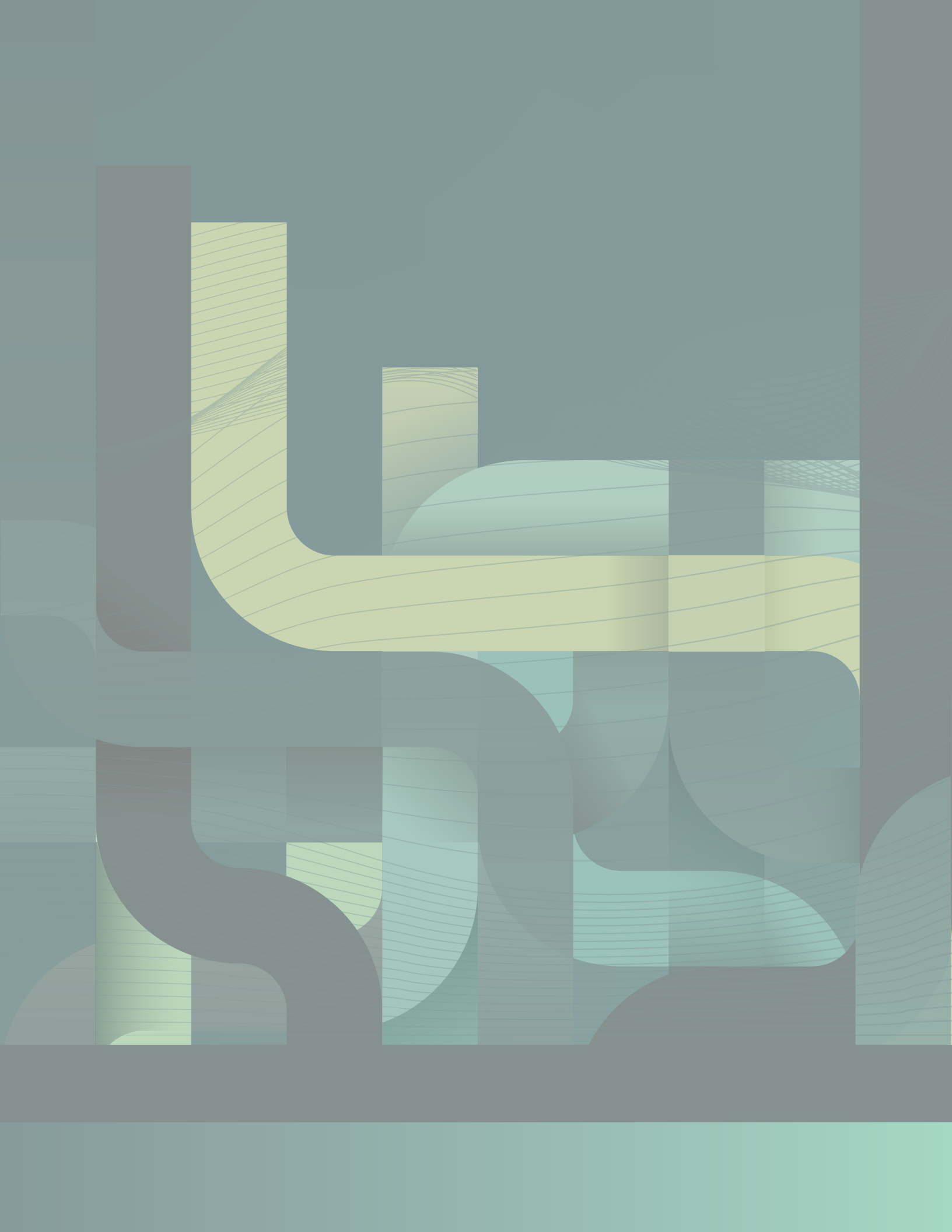
Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale*.

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Tous les renseignements sur les droits et licences doivent être adressés au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : The World Bank Group, 1818 H Street, NW Washington, DC, 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN (version électronique) : 978-1-4648-2180-6
DOI: 10.1596/978-1-4648-2180-6

Image de couverture : iStock.com / © filo ; avec modifications. Autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.
Maquette de couverture : Jihane El Khoury Roederer



CHAPITRE I. ABRÉGÉ

Les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) ne parviennent pas à rattraper leur retard sur le reste du monde. Le revenu moyen par habitant de cette région n'a augmenté que de 62 % au cours des 50 dernières années. À titre de comparaison, sur la même période, il a quadruplé dans les pays émergents et pays en développement (PEPD) et doublé dans les économies avancées. Seuls quelques pays en développement de la région MENA ont réussi à ne pas s'écarter encore plus des niveaux de vie des pays les plus riches (ce que les économistes appellent le niveau de référence), et ceux où des conflits ont éclaté ont avancé rapidement, mais dans la mauvaise direction. Pour atteindre ne serait-ce que la moitié du niveau de PIB par habitant de l'économie de référence actuelle, la région devrait croître en moyenne de 3,8 % par an en termes de PIB par habitant au cours des trois prochaines décennies. Bien que les performances actuelles en matière de croissance soient bien inférieures à ce taux — et que la région soit mise à rude épreuve par la fragilité, les conflits et l'incertitude — un avenir plus prospère est possible pour la région MENA.

Ce numéro du Bulletin d'information économique de la région MENA parle de la croissance aussi bien à court terme qu'à long terme. Il commence par un résumé des dernières tendances économiques régionales, y compris un point sur les répercussions que le conflit dont Gaza est l'épicentre entraîne sur la région en particulier et sur l'économie mondiale en général. Le rapport analyse ensuite les facteurs qui déterminent le potentiel de croissance à long terme de la région MENA en accordant une attention particulière aux conséquences persistantes du conflit. Les résultats sont clairs : la paix est une condition préalable pour rattraper le retard par rapport à l'économie de référence, car les conflits peuvent réduire à néant des décennies de progrès et retarder le développement économique de plusieurs générations. La bonne nouvelle est que la région peut considérablement stimuler la croissance en répartissant mieux les talents sur le marché du travail, en tirant parti de sa position stratégique et en encourageant l'innovation. Le fait de réduire les disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, de redéfinir l'empreinte du secteur public et de faciliter les transferts de technologie grâce aux échanges commerciaux en s'appuyant sur des données de meilleure qualité et plus transparentes peut aider la région à faire un bond en avant. Les fenêtres d'opportunité restent ouvertes pour la région MENA.

Une croissance fragile

En 2024, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel devrait être de 2,2 % dans la région MENA, en légère hausse par rapport au taux de 1,8 % obtenu en 2023. Ce regain masque des disparités importantes au sein de la région. Il est tiré par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) où il est prévu que la croissance passe de 0,5 % en 2023 à 1,9 % en 2024. La croissance devrait décélérer dans l'ensemble des pays en développement de la région MENA. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, elle va ralentir, passant de 3,2 % en 2023 à 2,1 % en 2024, car les incidences du conflit en cours se font sentir directement sur certains pays et exacerbent les vulnérabilités qui existent déjà dans d'autres. La croissance du PIB réel des pays en développement exportateurs de pétrole va reculer, de 3,2 % en 2023 à 2,7 % en 2024.

Au cours de l'année écoulée, les prévisions de croissance pour 2024 du PIB réel de la région MENA ont été considérablement révisées à la baisse, surtout dans les situations de fragilité et de conflit. Ces révisions à la baisse résultent en partie de la prolongation des réductions de la production pétrolière décidée par l'OPEP+ et de l'incertitude grandissante que laisse planer le conflit dont Gaza est l'épicentre. La dispersion des prévisions du secteur privé, qui est un indicateur d'incertitude, s'est accrue de 13 % dans la MENA depuis octobre 2023. Cette situation contraste fortement avec la tendance baissière observée dans d'autres PEPD et dans des pays à revenu élevé. En septembre 2024, l'incertitude dans la région MENA était près de deux fois plus grande que dans les autres PEPD.

Les conséquences économiques du conflit centré sur Gaza

Dans un contexte marqué par l'aggravation de la crise humanitaire, l'économie gazaouie est quasiment à l'arrêt, avec une contraction effarante de 86 % au deuxième trimestre 2024. En Cisjordanie, l'économie s'est aussi contractée de 23 % au deuxième trimestre 2024, en grande partie du fait des restrictions plus sévères de la circulation, de la baisse de la consommation et d'une grave crise budgétaire. En raison de l'augmentation des prélèvements effectués par Israël sur les transferts des recettes douanières et de la diminution des recettes fiscales, l'Autorité palestinienne est confrontée à un déficit de financement qui devrait s'établir à 1,86 milliard de dollars en 2024 selon des sources officielles, soit plus du double du déficit enregistré en 2023.

Dans les pays voisins, le conflit a ralenti l'activité économique, par exemple en diminuant les recettes touristiques (à titre d'illustration, les arrivées de touristes ont baissé de 6,6 % en Jordanie jusqu'en août 2024, en valeur annualisée) et les recettes budgétaires (par exemple, une baisse de 62 % des recettes du canal de Suez en République arabe d'Égypte au premier semestre 2024, comparativement au second semestre 2023). Au moment où le présent numéro du Bulletin d'information économique de la région MENA était envoyé à l'impression, l'escalade du conflit au Liban alourdissait davantage le bilan humain et économique. L'ampleur exacte des conséquences de cette escalade sur le Liban et la région dépendra de l'évolution du conflit.

À l'échelle mondiale, les marchés énergétiques et les marchés des capitaux se sont jusqu'à présent montrés résilients. Malgré quelques fluctuations à court terme en début de cycle, les prix au comptant et les contrats à terme du pétrole ont très fortement baissé depuis octobre 2023, dans un contexte d'offre robuste et d'atonie inquiétante de la demande. Les perturbations du transport maritime, en particulier via le canal de Suez, ont induit un rallongement des délais de transport et l'accroissement des cours au comptant, les taux de fret ayant été multipliés par quatre ou cinq jusqu'en août 2024 par rapport à leur valeur en novembre 2023. Cependant, considérant la faiblesse de la demande mondiale, l'augmentation de la taille des flottes et la rigidité contractuelle des prix, la hausse des frais d'expédition n'a pas été répercutée sur les consommateurs jusqu'à présent.

L'ombre des conflits dans la région MENA

Le conflit dont Gaza est l'épicentre reflète une tendance plus générale de montée de la violence dans la région. Depuis les années 1990, les épisodes de conflit sont devenus plus de deux fois plus nombreux, tandis que la part de la MENA dans les décès liés à des conflits à l'échelle mondiale a été multipliée par six.

Le coût des conflits dépasse ce que les indicateurs économiques classiques peuvent mesurer. Or, les conflits entraînent certainement des pertes économiques immédiates et peuvent compromettre durablement le développement. À cause notamment des pertes de capital humain, des déplacements forcés, de la destruction des infrastructures physiques, et de diverses formes de désorganisation économique, y compris les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Une analyse fondée sur la méthode de contrôle synthétique présentée dans ce rapport montre que le revenu par habitant des pays de la région MENA touchés par un conflit aurait pu être en moyenne 45 % plus élevé s'il n'y avait pas eu de conflit, mesuré sept ans après le début de celui-ci. Cette perte représente 35 années de progrès dans la région.

Perspectives d'une région plus prospère

Malgré les défis auxquels elle est confrontée actuellement, la région recèle un important potentiel inexploité. Les pays peuvent mieux affecter leurs talents sur le marché du travail et tirer parti de leur situation géographique stratégique pour stimuler l'innovation et doper la croissance.

La mauvaise répartition des talents, tant au sein de la population active qu'en dehors de celle-ci, et entre le secteur public et le secteur privé, a déteint sur la qualité de vie dans la région. Au cours des 50 dernières années, le niveau de scolarisation dans la région MENA a augmenté rapidement, en particulier pour les femmes, mais les taux de participation des femmes à la vie active stagnent. La réduction des disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi dans la région MENA pourrait se traduire par une hausse de 51 % du revenu par habitant dans un pays type de la région MENA.

En outre, l'emploi dans le secteur public dans la région MENA évince les emplois du secteur privé, surtout au profit des femmes. Lorsque les femmes participent effectivement au marché du travail, elles sont plus susceptibles de travailler dans le secteur public. La proportion des femmes employées dans le secteur public dans la région MENA (37 %) est la plus importante au monde, près du double de celle de l'Europe et de l'Asie centrale, la deuxième plus importante.

En outre, le secteur public détourne peut-être trop de talents du secteur privé, sans que cela se traduise par de meilleurs biens et services publics. La réaffectation des talents vers le secteur privé pourrait se traduire par des gains très importants de productivité globale, allant de 5 % à 9 % en République islamique d'Iran, en Tunisie, en République arabe d'Égypte et en Jordanie, et à 45 % environ en Algérie et en Irak.

Les dividendes tirés des réformes pourraient se matérialiser rapidement. Depuis 2016 par exemple, l'Arabie saoudite a supprimé les obstacles empêchant les femmes de participer à toutes les professions, de conduire et d'accéder à un congé de maternité mieux aménagé. Ces évolutions ont été étayées par des programmes qui ont accru les possibilités d'emploi des femmes, par exemple les services d'aide à l'emploi, les offres de formation et les programmes de garde d'enfants, toutes choses qui ont créé un cadre réglementaire propice à l'entrée des femmes sur le marché du travail. Ces réformes ont probablement contribué à l'augmentation du taux d'activité des femmes, qui est passé de 22 % en 2016 à 35 % en 2023.

Enfin, pour favoriser d'autres gains de productivité, les pays de la région MENA peuvent tirer parti de leur situation géographique pour accéder à des connaissances et technologies de pointe grâce à des échanges commerciaux internationaux accrus. Les connaissances produites dans la région sont à la traîne sur le plan de l'impact comme sur celui de l'innovation. Avec ses retombées sous forme de technologies et de savoirs, le commerce international peut servir de levier pour stimuler la productivité globale. L'amélioration de la qualité et de la transparence des données dans la région peut permettre d'éliminer les obstacles à la diffusion des technologies et faciliter une circulation des idées plus importante et de meilleure qualité.

La région MENA a encore un long chemin à parcourir, mais elle recèle aussi de nombreuses possibilités.

RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA OCTOBRE 2024

Croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE